

DIPLOMATIE, GRANDE STRATÉGIE, GÉOPOLITIQUE : OÙ VA L'AMÉRIQUE ?



JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
NOTE D'ACTUALITÉ 102, JUILLET 2026



L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'action et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

91, rue du Faubourg Saint-Honoré
F-75 008 Paris

Bruxelles

Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Réuni à Ankara, les 7 et 8 juillet 2026, le sommet de l'OTAN sera un moment important dans la négociation du nécessaire « partage du fardeau » entre les deux rives de l'Atlantique Nord. En dernière analyse, la question de l'OTAN est celle de l'Amérique, de son rôle dans le monde, de la volonté et de la capacité des Américains à renouveler leur hégémonie, dont l'avènement a permis de donner force et substance à l'Occident, sur le plan de la stratégie et de la géopolitique. Soit la sauvegarde de l'essentiel ouvrira la possibilité théorique d'un nouveau siècle occidental, soit la désunion clôturera le très long cycle historique qui vit une petite partie des terres émergées découvrir le monde entier et étendre sa civilisation outre-mer, donnant ainsi naissance à l'Occident global.

Depuis son entrée en fonction comme président des États-Unis, le 20 janvier 2025, cela pour la seconde fois, Donald Trump est écartelé entre des choix idéologiques et des options géopolitiques contradictoires. Comment concilier la thématique néo-isolationniste du « grand retranchement » et la primauté de la puissance américaine dans le monde ? Le protectionnisme est-il conciliable avec la perpétuation du rôle mondial du dollar ? En vérité, peut-on parler d'une grande stratégie pensée, conçue et conduite par cette nouvelle Administration Trump ? Question subsidiaire : faut-il considérer qu'il existerait un « Empire américain » dans un monde partagé entre les États-Unis, la Russie et la Chine (un monde de « Grands-Espaces ») ? Cette problématique concerne au premier chef les alliés européens des États-Unis, pour le moins circonspects : des alliés à maints égards dépendants des choix ou des non-choix opérés à Washington. Un an et demi après le retour au pouvoir officiel de Donald Trump (son influence politique s'exerce dès avant l'investiture présidentielle), l'hypothèque d'un isolationnisme pur et simple est apparemment levée, encore que cela pourrait être le point de chute d'une action internationale passablement désordonnée. De fait, la mise en scène de l'hyperpuissance ne saurait dissimuler l'incertitude quant à l'état final recherché, voire l'inefficacité de la diplomatie trumpiste et des interventions extérieures des États-Unis. Tout n'est pas encore joué mais la mise en œuvre de la grande stratégie énoncée par les documents officiels (la *Stratégie de Sécurité nationale 2025*) ne convainc pas. Que les ricaneurs se retiennent : les conséquences pour l'Europe, et plus largement pour le « Monde libre », pourraient être désastreuses. Aussi s'agit-il d'établir les termes du débat pour tenter ensuite de poser un diagnostic géopolitique inévitablement provisoire et incertain. Une question centrale : l'Occident survivra-t-il ?

Les données fondamentales de l'Amérique de Donald Trump

L'héritage géopolitique américain

A l'issue des deux guerres mondiales de la première moitié du vingtième siècle, les États-Unis sont devenus, et ils demeurent, une « superpuissance » sans équivalent (le néologisme apparaît en 1944). La classe dirigeante américaine semble avoir dépassé les répugnances de l'après-Première guerre mondiale à l'encontre de l'internationalisme wilsonien – quand bien même l'isolationnisme psychologique ne disparaît pas totalement –, et les États-Unis se posent en « stabilisateur hégémonique » ⁽¹⁾, comme fondateurs d'un nouvel ordre international (un ordre wilson-rooseveltien), et « réassureurs » de la sécurité internationale. Ainsi confèrent-ils une forme stratégique et géopolitique à l'Occident, un ensemble civilisationnel tout aussi divisé qu'ancien, dont le centre de gravité a glissé de la Tamise vers le Potomac. Le projet wilson-rooseveltien se heurte aux réalités de la Guerre froide (une « guerre de Cinquante Ans ») que les États-Unis, avec leurs alliés de la zone-euro-atlantique (l'OTAN) et ceux d'Asie-Pacifique, finissent par remporter : une « victoire froide », certes, mais dont les dirigeants américains sont pleinement conscients. Plus inquiets, leurs homologues ouest-

⁽¹⁾ Le syntagme « stabilisateur hégémonique » désigne la puissance dotée de la volonté et des moyens d'assurer un minimum d'ordre sur le plan international et de produire des « biens publics » (règles de droit, concertation internationale, action collective). Cf. Charles Kindleberger, *La Grande Crise mondiale 1929-1939*, Economica, 1986. L'auteur explique la gravité de la crise de 1929 et la dépression des années 1930 par l'absence d'un stabilisateur hégémonique (il parle de « prééminence stabilisatrice »).



européens redoutent les conséquences de la réunification allemande et celles de la « décommunisation » de l'Europe centrale et orientale (l'ex-Yougoslavie bascule dans la guerre). La superpuissance américaine, désormais qualifiée en France d'« hyperpuissance » (Hubert Védrine), est sans rivale. Ce « moment unipolaire » (Charles Krauthammer) ne fait pas perdre de vue aux Américains les plus lucides qu'il s'agit là d'une situation précaire et exceptionnelle : les meilleurs esprits débattent alors du « paradigme », au sens de théorie générale explicative, qui permettra de déchiffrer et d'anticiper le monde qui vient (on pense à la « fin de l'Histoire », au « choc des civilisations » ou encore à celui de l'inévitable anarchie internationale).

Dans l'immédiat, l'Administration Clinton fait le choix de l'*Enlargement*, défini comme le soutien à l'expansion mondiale de la démocratie de marché (la conjonction de la démocratie libérale et de l'économie de marché), avec le souci chez les plus lucides de mettre en forme le monde avant que les États-Unis en perdent le contrôle quasi-total : l'*Enlargement* n'est pas un optimisme historique béat et la thèse de la « Fin de l'Histoire » (Francis Fukuyama) est même empreinte d'un profond pessimisme anthropologique. Toujours est-il que le projet wilsono-rooseveltien d'un « nouvel ordre international », fondé sur le libéralisme international, la sécurité collective et la dynamique du marché (la *Globalization*), se heurte une nouvelle fois aux réalités : les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et le djihadisme international, au départ d'une « Guerre globale contre la terreur » (*The Long War*, 2001-2021) dans le Grand Moyen-Orient. Le coût moral et économique de cette « longue guerre », close dans l'ordre des représentations lors du retrait américain d'Afghanistan (août 2021), pèse aujourd'hui sur l'opinion publique américaine, affectée par une « grande fatigue » et rétive aux engagements militaires internationaux. Ladite guerre aura aussi accaparé les ressources nécessaires à l'endiguement de la Chine communiste, alors que le premier mandat de George W. Bush avait commencé par un grave incident militaire suivi d'une crise diplomatique entre Washington et Pékin (juin 2001) et détourné l'attention de la Russie post-soviétique qui, dès les années 1990, reconstituait une force d'opposition à l'Occident (1).

A bien des égards, le trumpisme est le produit de ces faits géopolitiques auxquels il faut ajouter les effets dans la durée de la crise des *subprimes*, peut-être négligés par les stratégestes et les géopoliticiens. Il est vrai que les États-Unis conservent leur statut de superpuissance, sans équivalent sur le plan stratégique et militaire, leur poids économique global demeurant approximativement le même d'un siècle à l'autre (entre 20 et 25 % de la production mondiale de richesses). Aussi l'effort militaire américain, nettement inférieur à ce qu'il représentait au cours de la Guerre froide, est-il supportable (cf. *infra*). En revanche, l'Amérique est frappée par une crise politique, culturelle et identitaire, assimilable à une panique morale (2), dont le « phénomène Trump » est l'expression. La polarisation politique et les « guerres culturelles » (James Davison Hunter) sont sous-tendues par des facteurs profonds : l'amplitude des flux migratoires et la pression humaine sur les frontières, les changements démographiques et ethniques qui en découlent, les bouleversements socio-économiques de l'Amérique profonde. Autant de facteurs et de défis qui pèsent sur l'avenir de la plupart des démocraties occidentales. Cette panique morale, irréductible à une crise de nerfs ou à un simple retard d'adaptation de l'Amérique profonde, et ses prolongements politiques intérieurs entraînent leurs conséquences sur la scène internationale, via les représentations géopolitiques (représentations de soi et du monde) et la projection mondiale de la puissance américaine.

Une guerre hégémonique « par morceaux »

Le « moment unipolaire » qui suivit la fin de la Guerre froide a été évoqué plus haut. Il correspond à la décennie 1990, soit les « années Clinton », marquées par l'*Enlargement*, une certaine prudence des États-Unis sur la scène mondiale et une forte croissance économique, tirée par les « Nouvelles technologies de l'information et de la communication » (les NTIC). Récemment disparu, Alan Greenspan (1926-2026) conduit alors la politique monétaire des États-Unis et le dynamisme de la « Nouvelle économie » fait croire à certains que la technologie aurait aboli cycles, crises et récessions, jusqu'à ce que la « bulle Internet » explose (1999). Sur le plan international, l'Amérique est dans un « entre-deux », soit une époque géopolitiquement indéterminée, propice aux interrogations et spéculations sur l'avenir du monde ; divers

(1) D'une certaine manière, nous pourrions analyser la situation actuelle comme une victoire partielle et posthume d'Oussama Ben Laden et d'Al-Qaïda. Le djihadisme global aura épuisé les États-Unis et l'Occident.

(2) Le concept de « panique morale » (Stanley Cohen) n'est pas employé ici de façon péjorative ou comme argument polémique, qui assimilerait ce type de phénomène socio-historique ou psychopolitique à une forme de paranoïa collective.



« paradigmes sont en concurrence, dont ceux de la « Fin de l'Histoire » et du « Choc des civilisations » (Samuel P. Huntington). L'indétermination prend fin le 11 septembre 2001 mais, nonobstant la réalité du djihadisme et de l'islamoterrorisme, la « Guerre globale contre la terreur » distrait les États-Unis d'autres menaces et défis qui sont aujourd'hui pleinement actuels. D'une part, le lancement de la guerre d'Irak, en 2003, entraîne des désaccords à l'intérieur du monde occidental dont les conséquences sont de longue portée (voir le retour obsessionnel de certains sur les « néo-conservateurs », dont l'activisme expliquerait les malheurs du monde). D'autre part, des puissances dites « révisionnistes », insatisfaites de l'ordre du monde et désireuses de prendre leur revanche sur l'Occident, fourbissent leurs armes tandis que le corps expéditionnaire de l'OTAN est engagé sur l'Hindou-Kouch. Au vrai, la lutte pour la suprématie universelle n'a pas cessé (1).

Quand la Chine communiste, sous l'impulsion de Deng Xiaoping et de ses successeurs, mettait en œuvre le « léninisme de marché » et réalisait son « décollage » (le « *take-off* » de Walter Rostow), ce qui s'accompagnait d'une grande prudence internationale, la Russie post-soviétique des années Eltsine s'attelait donc à la reconstitution d'une force d'opposition aux États-Unis et à l'Occident. Cela, il faut le dire, bien avant qu'intervienne le premier élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale. Dès 1992, la Douma promeut la doctrine de l'« étranger proche », c'est-à-dire la revendication d'une sphère d'influence exclusive dans l'Eurasie post-soviétique (peu ou prou l'ex-URSS), doctrine faite sienne par le ministère des Affaires étrangères l'année suivante. Signé à Tachkent la même année, un traité de sécurité collective pose les fondements de ce qui deviendra l'OTSC, présentée comme une « OTAN eurasiatique » (2001). Sur la base de la CEI (Communauté des États indépendants), « syndic de faillite » de l'URSS, Moscou tente de constituer un espace économique commun, un effort de longue haleine qui aboutit à l'Union eurasiatique, fondée en 2015. Rappelons que cette volonté acharnée de reprendre le contrôle des anciennes républiques soviétiques est à l'origine de la guerre d'Ukraine, lorsque l'armée russe s'empare de la Crimée et déclenche un conflit armé dans le Donbass (2014).

Sur un autre ordre de grandeur, la « diplomatie Primakov » des années 1990, pensée, conçue et mise en œuvre par le prétendu Kissinger russe, travaille à la mise sur pied de « coalitions anti-hégémoniques » qui associent Moscou, Pékin, Téhéran, voire New-Delhi (la question est plus complexe), contre les États-Unis, et leurs alliés européens, campés comme les tenants d'un monde unipolaire. Les synergies géopolitiques grandissantes entre ces capitales aboutissent à un axe de puissances perturbatrices, renforcées par Pyongyang. Le thème de la fin de l'Occident et la perspective d'un monde post-américain, dont les équilibres basculeraient vers l'Asie, réunit ces puissances qu'anime l'idée d'une revanche de l'Histoire. La multiplicité des théâtres, la variété des situations et des modalités de confrontation, ou encore leur inégale intensité, ne sauraient occulter le fait qu'il s'agit d'une lutte pour la suprématie, une sorte de guerre hégémonique globale, par morceaux, dont l'issue est supposée ouvrir un nouveau cycle civilisationnel (2). En somme, les dirigeants des pays concernés manifestent un degré de conscience historique que l'on peine à trouver dans la tête de leurs homologues occidentaux. Certes, divers membres de l'Administration Trump usent volontiers de la rhétorique civilisationnelle et occidentale mais la pratique manifeste un « américanisme » exclusif, doublé d'un esprit mercantile.

Le dilemme stratégique américain : « grand redéploiement » ou « grand retranchement » ?

La présente situation a provoqué aux États-Unis depuis plusieurs années un débat stratégique et géopolitique, métapolitique même, et ce dans la classe politique, les sociétés de pensée (les « *think tanks* »), la presse (revues spécialisées dans les relations internationales et presse générale), la société civile et l'opinion publique. Il en ressort un sentiment d'urgence chez certains intervenants (la crainte de perdre la maîtrise des destinées de l'Amérique et du monde occidental) ainsi qu'une absence de résignation, ce qui marque une différence avec l'Europe. Quant à l'attitude fondamentale face aux changements mondiaux (l'« être-au-monde », pour parler comme les phénoménologues), les

(1) Dès 2007, si l'on prend pour point de repère le discours prononcé par Vladimir Poutine à Munich (le 10 février), suivi en août 2008 de la guerre contre la Géorgie, une nouvelle guerre froide s'amorce entre la Russie et l'Occident. Et dans les années qui suivent, le « léninisme de marché » de la Chine s'avère être d'abord un léninisme, avec ses prolongements internationaux (le rapprochement sino-russe). Peut-être parlerons-nous plus tard pour désigner l'affrontement Est-Ouest non pas d'une guerre de Cinquante Ans mais d'une guerre de Cent Ans.

(2) Que l'on songe au « Rêve chinois » de Xi Jinping. Notons ici l'intérêt manifeste de certains penseurs chinois pour Oswald Spengler, auteur du *Déclin de l'Occident*.



deux pôles de la réflexion sont la « patience stratégique » et l'« accélérationnisme ». La première attitude consiste à poser l'Amérique en puissance conservatrice qui doit « maintenir », sauver et préserver ce qui peut l'être, patiemment, sans se précipiter et sans pleurer sur le monde d'hier. En somme, une forme de conservatisme éclairé qui part du fait que les États-Unis sont une « puissance du *statu quo* » (une « *status quo power* »), héritière des pouvoirs historiques de l'Occident. La seconde attitude s'enracine dans la croyance qu'il faudrait accélérer le cours des choses, révolutionner le monde. Elon Musk et d'autres représentants de la haute technologie en sont l'incarnation.

Quant à la posture géopolitique des États-Unis, entendons le dispositif diplomatique et stratégique (le système des alliances, les bases à l'étranger et l'allocation des moyens) et ses reconfigurations, le débat oppose depuis plusieurs années les tenants d'un « grand redéploiement » dans la logique du pivotement vers l'Asie (le « *Pivot to Asia* ») **(1)** et ceux du « grand retranchement ». Les premiers portent l'accent sur la menace chinoise (« *the pacing threat* ») et donc sur l'Asie-Pacifique, plus largement la région Indopacifique, ce qui induit un « partage du fardeau » (« *Burden-sharing* ») en Europe, à l'intérieur de l'OTAN, mais sans retrait des États-Unis. Quant au « grand retranchement », il s'agirait d'un néo-isolationnisme, soit un repli sur le pré carré nord-américain, qui combinerait l'isolationnisme traditionnel d'une partie de l'opinion publique américaine, le « *revival* » de la doctrine Monroe et une préoccupation nouvelle pour l'« hémisphère occidental », soit les Amériques, de l'Alaska à la Terre de Feu.

Sur fond de longues guerres au Moyen-Orient, dénoncées comme de vaines « *forever wars* » (Afghanistan, Irak et Grand Moyen-Orient), le leitmotiv de l'isolationnisme, éclipsé par l'internationalisme (au sens wilsonien du terme) et le *containment* au début de la Guerre froide, réapparaît sur la scène politique américaine lors de la fondation du *Tea Party*. Né en 2009, au début de la présidence de Barack Obama, en réaction aussi à la crise économique et financière déclenchée par le krach boursier de 2008, ce mouvement protestataire prépare la percée politique de Donald Trump, en rupture avec le républicanisme de facture reaganienne, celui-ci privilégiant le statut international des États-Unis et leur hégémonie à la tête du « Monde libre ». Ainsi le néo-isolationnisme de Donald Trump a-t-il pu être comparé au retour du refoulé de la psychanalyse : l'Amérique renouerait avec sa tradition politique fondamentale dans le domaine de la politique étrangère, plus exactement avec les pulsions et les affects qui la sous-tendait. Pour autant, l'isolationnisme historique des États-Unis n'est pas aussi évident qu'il y paraît. A certains égards, la doctrine Monroe de 1823 (une simple déclaration, en fait) constituait une alliance objective avec l'Angleterre dirigée contre le projet de la Sainte Alliance d'une intervention pour rétablir l'Amérique espagnole. Le rôle de la flotte anglaise dans l'océan Atlantique ouvrit la possibilité pour les États-Unis de projeter leur puissance dans le bassin du Pacifique (une « nouvelle frontière »). *In fine*, l'isolationnisme s'avère être d'abord un complexe psychopolitique.

Le monde selon Donald Trump

L'axe principal : les « jeux de l'échange »

La biographie de Donald Trump, ses traits de caractère tels qu'il ressortent de l'examen de sa vie, ses propos et ses actes sont aussi de signes qui donnent accès au « code mental » du président américain, pourtant réputé imprévisible. L'étude du personnage met en évidence des points fixes et des constantes, voire des obsessions et des compulsions répétitives. L'affairisme et le goût du lucre sautent aux yeux. Pour Donald Trump, la Terre est plate, à l'image d'un plateau de Monopoly. Les enjeux géopolitiques sont réductibles à ceux des marchés et des ressources minérales, une forme de matérialisme qui parle au président américain **(2)**. Ses indicateurs quant à la marche du monde sont les indices boursiers, les opérations immobilières et toute opportunité d'enrichissement, plus encore lorsqu'elles bénéficient directement ou indirectement aux siens. Sous ce rapport, le choix désastreux de ses envoyés spéciaux sur deux des principaux théâtres du monde, en Russie et au Moyen-Orient, est des plus significatifs. Par ailleurs spécialistes de la géopolitique des *club-*

(1) L'expression de « *pivot to Asia* » est employée sous la présidence de Barack Obama, élu en 2008. Elle fait déjà craindre un retrait d'Europe et l'investissement des États-Unis dans une « Communauté du Pacifique », structurée par un G2 Washington-Pékin.

(2) Le matérialisme est une conception du monde, ce que nous rappelle le « isme » : la matière n'est pas matérialiste.



houses, son gendre Jared Kushner et son comparse Steve Witkoff sont d'abord des promoteurs immobiliers et ses principaux partenaires dans le monde des affaires. La confusion des genres règne.

Dans l'esprit de Donald Trump, le grand moment de son second mandat aura été le « Jour de la libération », le 2 avril 2025, lorsqu'il mit en scène l'imposition de *tariffs* prohibitifs (des taxes douanières) à la très grande majorité du monde, en usant d'un argumentaire victimaire (les États-Unis escroqués par le monde entier). En effet, l'isolationnisme proclamé du président américain est redoublé par un protectionnisme fièrement assumé, tous azimuts, une pratique qui renoue avec l'histoire des États-Unis, depuis leur fondation ou presque (voir la pensée d'Alexander Hamilton) jusqu'à la Grande Dépression des années 1930 (les forces protectionnistes parlent de « réciprocité »). C'est dans ce contexte que Cordell Hull, secrétaire d'État de Franklin D. Roosevelt, agit en faveur d'une politique commerciale plus souple (le *Reciprocal Trade Act*, 1934) qui anticipe sur la signature des accords dits du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), signés le 30 octobre 1947, qui inaugurent un long cycle de libre-échange. Alors, le terme de « réciprocité » passe dans le camp des partisans de l'ouverture commerciale. Pour sa part, Donald Trump se veut un admirateur du président républicain William McKinley (1843-1901), dont le programme était axé sur le renforcement du protectionnisme (il conduisit à une récession et à la défaite des Républicains au Congrès).

Donald Trump affirme aussi son intérêt pour les questions monétaires et la refondation de la suprématie du dollar, ce qui passe selon lui et ses conseillers par le développement des cryptomonnaies, une rupture avec l'hostilité précédemment affichée à l'encontre de ces actifs. Tout cela ne va pas sans contradictions, le protectionnisme, la contestation virulente de l'indépendance de la Fed (la banque centrale), ainsi que l'endommagement des alliances et du rôle des États-Unis dans le monde, pouvant avoir des effets négatifs sur le dollar et la confiance dans les bons du Trésor émis par les États-Unis, au bénéfice de la dédollarisation du monde à laquelle œuvrent la Chine communiste, ses alliés et ses partenaires. Peut-être que le dopage des marchés financiers américains par la « révolution de l'IA » occulte encore les tendances en sous-œuvre. Enfin, le pétrole et le gaz ainsi que les terres rares et les minerais dits « critiques », essentiels et donc à caractère stratégique, sont d'autres fils conducteurs de la politique étrangère conduite par l'Administration Trump. C'est probablement en ces domaines que cette politique présente le plus de constance et de cohérence (1).

L'hémisphère occidental plutôt que l'Indopacifique ?

Dans l'optique d'un « grand redéploiement » guidé par la montée de la puissance chinoise et des menaces qu'elle véhicule, la région Indopacifique apparaît comme prioritaire. Cette logique s'affirme sous Barack Obama mais elle est contrariée par les impératifs de la « Guerre globale contre la terreur ». C'est lors du premier mandat de Donald Trump que la *Stratégie de sécurité nationale*, publiée en 2017, que l'accent est porté sur l'Indopacifique. Ce cap est conservé sous l'Administration Biden, soucieuse de mettre sur pied une stratégie d'endiguement à cette échelle en s'appuyant sur les alliances américaines en Asie-Pacifique (une « OTAN asiatique », avec le Japon et la Corée du Sud), l'établissement de l'alliance AUKUS (Australie, Royaume-Uni, États-Unis), en 2021, et la dynamisation du Quad Indopacifique (dialogue quadrilatéral États-Unis, Inde, Japon, Australie), ouvert à des coopérations extérieures (le Quad+). Pourtant, les débuts du second mandat de Donald Trump semblent moins focalisés sur l'Indopacifique, quand bien même la main étirée vers Vladimir Poutine est-elle perçue comme un « *Nixon in reverse* », c'est-à-dire la tentative de retourner la Russie contre la Chine (à l'inverse de ce que firent Nixon et Kissinger au début des années 1970). Malgré deux décennies d'un patient rapprochement entre Washington et New-Delhi, en opposition à Pékin, l'Inde apparaît aujourd'hui comme négligée.

Une partie de la galaxie Trump et du mouvement MAGA (*Make America Great Again*) met plutôt l'accent sur l'hémisphère occidental et ses approches. Donald Trump lui-même parle volontiers d'annexer le Canada et le Groënland (un territoire sous la souveraineté du Danemark), mettant en péril l'alliance bilatérale nord-américaine, l'OTAN et les relations transatlantiques. Il est aussi question d'intervenir militairement au Mexique, afin de reprendre le contrôle des flux migratoires, lutter contre le narcotraffic et les organisations criminelles. Ces aspirations entrent en résonance avec l'histoire géopolitique et les réflexes stratégiques des États-Unis, dans leurs rapports avec les pays latino-américains une

(1) Voir par exemple la mise sur pied d'une alliance américano-centrée, la *Pax Silica*, destinée à « établir un ordre économique durable qui garantisse une ère de prospérité axée sur l'IA » (communiqué du Département d'État, 11 décembre 2025).



fois que la vague déclaration Monroe (1823), fut érigée en doctrine et mise en pratique, au début du vingtième siècle. La mémoire de l'enlèvement de Nicolas Maduro, le 3 janvier 2026, et de la satellisation du Venezuela qui suit est encore fraîche (1). Depuis, la pression américaine sur le régime communiste de Cuba s'accroît et produit ses effets ; on ne saurait exclure un changement d'orientation et l'instauration de nouvelles relations entre Washington et La Havane. Parallèlement, de nouvelles forces politiques compatibles avec le trumpisme émergent ou s'affirment dans plusieurs pays latino-américains. Au-delà de l'Argentine et du Chili, le Salvador, l'Équateur et la Colombie sont concernés. Dans cette partie du monde, Donald Trump semble en phase avec des processus politiques d'envergure continentale.

La volonté proclamée de l'Administration Trump de s'assurer une « chasse gardée » dans son environnement régional et les enjeux géopolitiques interaméricains ne sont pas sans rapport avec la lutte pour la suprématie mondiale : l'idée directrice est de tenir à distance les autres puissances de rang mondial tout en étant présent dans l'environnement régional de ces rivaux, en Eurasie et dans la région Indopacifique. Il reste que l'influence de Donald Trump sur les processus politico-électoraux de plusieurs pays latino-américains ne signifie pas que les États-Unis y disposent d'une influence durable et en profondeur. L'Amérique latine n'est plus assimilable à une « zone molle » dans laquelle Washington jouirait d'une liberté d'action totale. Dans cette partie du monde comme ailleurs, la Chine communiste est aujourd'hui le premier partenaire commercial et le premier investisseur (infrastructures, mines et gisements, secteur primaire). On se reportera notamment à l'ampleur des relations entre le Brésil et la Chine. Aussi la diplomatie américaine devrait-elle soigneusement délimiter ses objectifs, à l'intérieur d'un grand quadrilatère nord-américain (de l'Arctique au canal de Panama) et de la « Méditerranée américaine » (Golfe du Mexique/Caraïbes).

Les théâtres de l'Ancien Monde : Europe-Eurasie, Moyen-Orient, Indopacifique

Quand bien même serait-il élargi à un grand quadrilatère nord-américain, l'isolationnisme trumpiste pose une question de fond : est-il seulement possible pour un État de s'abstraire du système international, dans notre nouvel âge planétaire ? Et, ce, lorsque l'État en question est la première puissance mondiale ? Le fait est que les États-Unis demeurent engagés sur les trois grands théâtres où se joue le sort du monde. Sur l'axe transatlantique, en Europe et dans son *hinterland* eurasiatique, l'Administration Trump pousse au « partage du fardeau » (« *burden-sharing* ») à l'intérieur de l'OTAN. Jusqu'où ce processus ira-t-il ? S'agit-il de restructurer et d'euro-péaniser l'OTAN, les États-Unis y exerçant désormais une sorte de « *leadership by behind* » ou bien faut-il anticiper un transfert pur et simple du fardeau (« *burden-shifting* »), ce qui équivaldrait à un retrait américain de l'OTAN ?

Venant à la suite des récriminations de Donald Trump contre ses alliés européens, accusés de ne pas l'avoir suivi dans sa « petite expédition » impromptue contre l'Iran, le sommet d'Ankara (7-8 juillet 2026) donnera des indications complémentaires. Une liquidation de l'OTAN entraînerait une autodestruction du système américain. Une folie donc, mais l'histoire des grandes puissances offre moult exemples d'erreurs stratégiques et géopolitiques. À l'égard de la Russie, le « *Nixon in reverse* » s'est avéré illusoire, non sans retombées positives pour l'Ukraine. La brutalité de Donald Trump et de son vice-président n'a pas émoussé la volonté de vaincre de Volodymyr Zelensky et des Ukrainiens qui bénéficient toujours d'un soutien américain (information satellitaire, renseignement, armes), en grande partie financé par l'Union européenne et ses États membres. La force des choses mais aussi la conjoncture géopolitique pourraient l'emporter sur la mesquinerie de Donald Trump et son ressentiment à l'encontre de l'Europe.

Les États-Unis sont présents et engagés au Moyen-Orient, curieusement présenté dans la *Stratégie de sécurité nationale 2025* comme une aire de stabilité. Le fait central du second mandat de Donald Trump est la guerre d'Iran qui, après une montée des tensions depuis le 7 octobre 2023 (les pogroms du Hamas en Israël) et deux épisodes guerriers (2024 et 2025), éclate le 28 février 2026. Le contenu du préaccord irano-américain, signé à Versailles le 17 juin, laisse penser que le régime islamique qui sévit à Téhéran depuis plus de quatre décennies l'a emporté dans les grandes largeurs : en contrepartie de vagues promesses de renonciation à l'arme nucléaire, l'Iran islamique obtiendrait la levée de certaines sanctions et accéderait à d'importants fonds en dollars, pourrait vendre son pétrole librement et, à la fin d'une période

(1) Il semble établi que le succès de l'opération éclair au Venezuela a inspiré la « petite expédition » de Donald Trump contre l'Iran islamique, commencée le 28 février 2026.

de 60 jours, pourrait discuter du futur statut international du détroit d'Ormuz, que Téhéran entend contrôler ; tout cela sans renoncer à son programme de missiles et de drones, et en conservant le contrôle du Hezbollah et de ses affidés, chiites et autres. Certes, le fait que les dirigeants iraniens aient pris l'ascendant psychologique dans cette guerre, qu'ils considèrent avoir remporté, ne préjuge pas de l'issue finale de la négociation. Toutefois, rien de fondamental n'est réglé et le processus comportera de nouveaux affrontements. Soulignons le fait que les ambitions iraniennes de domination régionale, leur volonté de chasser les Américains, d'isoler les Israéliens et de transformer le Moyen-Orient en sphère d'influence exclusive ne relèvent pas de l'imagination du président américain (1).

En Asie orientale et dans l'Indopacifique, la Chine communiste est le « grand attracteur » régional et l'opposant déclaré à l'hégémonie américaine. La vision du monde restreinte de Donald Trump, ses obsessions mercantiles et ses déconvenues en Iran affaiblissent les positions des États-Unis. D'autant plus que nul ne sait véritablement quelle est la politique asiatique et indopacifique de Donald Trump, hormis le fait que ses *tariffs* lui ont aliéné l'Inde (une quasi-alliance importante pour contrebalancer le poids de la Chine communiste). Sans que l'on puisse parler de déroute diplomatique américaine, le dernier sommet entre Trump et Xi Jinping (14-15 juin 2026) a consacré le nouvel équilibre géopolitique sino-américain (cinq jours plus tard, Xi Jinping accueillait Vladimir Poutine). L'île-État de Taïwan est dans la balance : Donald Trump la considérera-t-il comme une monnaie d'échange ? D'importantes commandes d'équipements militaires de Taïwan aux États-Unis sont en suspens. S'il lâchait Taïwan, le jeu des alliances régionales américaines vacillerait, la première chaîne d'îles qui contiennent la Chine serait enfoncée : Pékin s'approprierait l'île, étendrait sa domination dans les mers de Chine du Sud et de l'Est (la « Méditerranée asiatique »), et s'assurerait le contrôle des voies maritimes et numériques qui relient l'Europe à l'Asie. Ce scénario géopolitique n'est pas à exclure (2).

La problématique impériale : « Nouveau siècle américain » ou « Bas-Empire » ?

Une République impériale, non pas un Empire américain

Le présent et l'avenir des États-Unis sont l'objet de deux grandes approches : une hyperpuissance qui atteindrait un nouveau stade et transmuterait en un nouvel empire dans un monde de puissances prédatrices ou, *a contrario*, le déclin et la dégénérescence, à l'image du Bas-Empire romain (selon l'historiographie traditionnelle). Dans le premier cas de figure, les États-Unis, après une longue période de retenue, auraient été saisis par l'hubris impériale, Donald Trump s'avérant décidé de pleinement exprimer le potentiel de puissance dont il dispose. S'ensuit une longue plainte sur l'injuste « monde d'empires » (États-Unis, Chine communiste, Russie-Eurasie) dans lequel l'Europe serait jetée, empires auxquels il faudrait faire face sans pour autant céder soi-même aux sirènes de la puissance (nous y reviendrons). Le second cas de figure, celui du « Bas-Empire », un terme péjoratif hérité du dix-huitième siècle (il désigne l'Empire romain christianisé, posé comme décadent), consiste en une variation sur le thème du « déclin américain », très présent déjà dans les années 1970, après la guerre du Vietnam et la chute de Saïgon (1975).

De prime abord, il importe d'introduire un peu de rigueur conceptuelle dans l'usage du terme d'« empire ». En toute rigueur, un empire correspond à un type d'unité politique doté de caractères spécifiques, distincts d'autres formations politico-territoriales, tels que la cité-État ou l'État classique (l'État royal de l'Europe moderne puis l'État-nation). Un empire est fondé sur la conquête militaire et territoriale, ce que rappelle le titre d'« *imperator* », mais cela est aussi vrai des cités-États et des États classiques. L'idée d'empire est associée à celles de puissance et d'une vaste étendue spatiale, dont les frontières ne sont pas définitivement arrêtées : le « *limes* » et les confins de l'empire sont des espaces-tampons, possibles bases de départ vers de nouvelles conquêtes. Cette étendue spatiale comprend plusieurs peuples, nations et communauté ethnique dont les statuts sont inégaux. Enfin, un empire, au sens strict du terme, présente des aspects juridico-institutionnels propres : le régime impérial consiste en une forme de monarchie ou d'autocratie.

(1) La mainmise des Pasdarans (les Gardiens de la Révolution) sur le détroit d'Ormuz est inacceptable, et elle entraînera des répercussions sur les autres zones géostratégiques et points d'étranglement du commerce mondial, dont le détroit de Taïwan et celui de Malacca.

(2) Donald Trump aurait d'ores et déjà abîmé la politique d'ambiguïté stratégique des États-Unis sur la question de Taïwan en acceptant, semble-t-il, de discuter avec Xi Jinping de la question des livraisons d'armes, ce qui est contraire aux engagements américains envers Taïpeh.



S'il existe un courant historiographique qui développe une « nouvelle histoire des empires » (1), cette forme politique n'ayant pas été suffisamment pensée et conceptualisée, il faut bien constater que le terme d'empire est principalement utilisé comme une métaphore de la puissance ou un argument polémique (voir la dénonciation de l'« impérialisme »). Ainsi le pouvoir et l'influence planétaire des États-Unis, et leur long *leadership* hégémonique, sont-ils vite qualifiés d'« impérialistes » par la propagande de l'URSS et du Kominform, les centres d'impulsion de l'idéologie tiers-mondiste reprenant ensuite le terme. Présentement, on notera la volonté de revivifier la définition léniniste de l'impérialisme, comme « stade suprême du capitalisme », pour désigner l'Amérique de Donald Trump et faire le portrait de notre bel aujourd'hui. Mais la tentative ne convainc pas. Au vrai, aucun historien sérieux ne recourt seulement à la théorie léniniste pour expliquer la Première Guerre mondiale (c'était pourtant l'objectif de Lénine). Avec Raymond Aron, nous préférons parler de « République impériale » plutôt que d'Empire américain : les États-Unis sont un État-nation, certes d'une puissance inégalée, dont la politique étrangère est placée sous la contrainte du système politique intérieur, le trumpisme étant le produit de la contradiction entre les exigences domestiques et celles de l'hégémonie internationale.

Hyperpuissance américaine et revers extérieurs : la nouvelle corrélation mondiale des forces

En première analyse, un diagnostic des États-Unis montre la perpétuation de l'hyperpuissance. Les critères quantitatifs sont toujours significatifs, qu'il s'agisse du poids global des États-Unis dans l'économie mondiale, du rôle du dollar et des niveaux de la capitalisation boursière des places américaines, de l'IA et des hautes technologies, spectaculairement incarnée par Elon Musk et les grands patrons de la Silicon Valley. L'appareil militaire américain enfin et ses prouesses, plus tactico-opérationnelles que stratégiques au demeurant, sont une composante essentielle de l'alchimie de la puissance. Rappelons à ce propos que le niveau des dépenses militaires américaines est très inférieur à celui atteint lors de la Guerre froide : moins de 4 % du PIB contre 6 à 7 % au cours de cette « guerre de Cinquante Ans ». Ces ordres de comparaison permettent de relativiser le nouvel effort budgétaire demandé par Donald Trump, la somme globale envisagée ne faisant que rappeler l'effort alors consenti. Il est vrai que les déficits et la dette des États-Unis ont été accrus, ce qui pourrait limiter la marge d'action de Washington, plus encore si l'amateurisme de l'Administration Trump et l'errance stratégique du président américain minaient la confiance internationale dans les vertus du dollar, l'indépendance de la Fed et la solidité du système financier (2). Le montant de l'effort militaire envisagé par les États-Unis présente l'avantage d'appeler l'attention sur les modifications de la « corrélation des forces », pour parler comme les stratèges soviétiques, c'est-à-dire le déplacement des équilibres de richesse et de puissance dans le monde. L'essentiel réside, nous le savons, dans l'émergence puis l'affirmation de la Chine communiste en tant que superpuissance, à un niveau qui excède très largement celui de l'URSS au faîte de la puissance. Lentement mais sûrement, et même avec une assurance croissante depuis la crise financière de 2008, Pékin organise un système global de pouvoir capable de contrebalancer les États-Unis, le Groupe des Sept (le G7) et l'Occident dans son ensemble. Tissé depuis les années 1990, le partenariat stratégique sino-russe s'est métamorphosé en une sorte d'alliance qui ne dit pas son nom, alliance renforcée par l'Iran islamique et la Corée du Nord. Ces puissances forment ce qu'on appelle les CRANKS (3). Avec la fondation et l'élargissement de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), cette alliance a pris les dimensions d'une Grande Eurasie sino-russe. Par la suite, le développement du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), élargi à de nouveaux partenaires ces dernières années (les BRICS+), a conféré à la puissance chinoise une dimension planétaire et géoéconomique, avec pour champ de manœuvres le « Sud global ». Tout cela se renforce alors que Donald Trump affaiblit les alliances traditionnelles des États-Unis.

(1) Ce courant historiographique considère l'histoire de l'État-nation, présenté comme une forme politique supérieure, à la manière d'un « grand récit » qui déforme l'intelligence des grands empires historiques et de leurs enseignements politiques. Cf. Jane Burbank et Frederick Cooper, *Empires in World History. Power and the Politics of Difference*, Princeton University Press, 2010.

(2) Les épisodes les plus mouvementés de « la guerre (commerciale) selon Donald Trump » a provoqué à plusieurs reprises une forte hausse du coût de la dette publique américaine (le président américain dut reculer).

(3) Forgé par Paul J. Sanders, l'acronyme de « CRANK » désigne un quatuor de puissances perturbatrices emmenées par la Chine populaire et la Russie. Contemptrices des États-Unis et de l'hégémonie occidentale, les CRANKS cherchent à rallier le « Sud global » (les dirigeants russes utilisent l'expression de « majorité mondiale »). CRANK évoque le terme de « cranky » (grognon, mécontent), et donc l'attitude générale de ces pays à l'égard de la politique étrangère américaine. Du point de vue des officiels américains, les dirigeants des CRANKS font figure de « cranks », i.e. de personnalités dérangées qui vivent dans un monde parallèle peuplé de théories conspirationnistes et paranoïaques. Enfin, l'anglais « crank » signifie aussi manivelle, le sens mécanique du terme renvoyant à la volonté des CRANKS de retourner en leur faveur la grande masse du système international. (voir le thème du « monde post-occidental »).

Si les États-Unis conservent leur rang, leur richesse et leur avance dans bien des domaines, la situation contemporaine, ses développements et les processus en cours nous montrent que la puissance ne saurait être réduite à un système de forces, ni à un agrégat de ressources. La force est matérielle et mesurable ; elle est de l'ordre de l'actuel. Quant à la puissance, comprise comme la capacité à imposer sa volonté, elle est de l'ordre du virtuel ; le concept renvoie à la dynamique, à l'élan vital. C'est là où le bât blesse. Le résultat incertain, pour dire le moins, de la « petite expédition » de Donald Trump en Iran laisse songeur. Aucun bilan chiffré des frappes, aucune liste des cibles atteintes ne saurait dissimuler le fait qu'en l'état des choses, le président américain n'a pas pu imposer sa volonté à l'Iran islamique, qu'il ne s'est pas même décidé à monter une opération pour rouvrir par la force le détroit d'Ormuz (1). Cela sous les yeux des puissances adverses, que Donald Trump a remerciées pour leur « neutralité », et des multiples États dont l'approvisionnement énergétique dépend du golfe Arabo-Persique, en Asie-Pacifique notamment. Y aurait-il quelque chose de brisé aux États-Unis ?

Heurs et malheurs du *Commonwealth* géopolitique occidental

La fin du *leadership* géopolitique américain et de son engagement diplomatique et stratégique en Europe entraînerait des conséquences dommageables majeures pour le Vieux Continent. Historiquement, l'unité de civilisation de l'Occident n'a en effet pas empêché une longue lutte pour la suprématie entre les principales puissances, ces guerres hyperboliques conduisant aux deux conflits mondiaux de la première moitié du vingtième siècle (une nouvelle guerre de Trente Ans, selon Arnold Toynbee). C'est lorsque les États-Unis s'imposent comme héritiers des pouvoirs historiques de l'Occident et qu'ils assument le rôle de stabilisateur hégémonique que le processus d'unification de l'Europe est amorcé, à l'abri du bouclier américain et dans le cadre des instances euro-atlantiques (OTAN et Communauté économique européenne). Nord-Américains (Canada inclus) et Européens forment un *Commonwealth* géopolitique occidental. A l'échelle global, l'« Ouest » et le « Monde libre » qu'emmènent les États-Unis rassemblent les États occidentaux, les pays engagés sur la voie de la « démocratie de marché » (les « membres par procuration » de l'Occident) et leurs principaux alliés.

Après la Guerre froide, le *Commonwealth* géopolitique occidental s'étend aux PECO (Pays d'Europe centrale et orientale), qui intègrent assez rapidement les instances euro-atlantiques, avec pour objectif global une « Europe une et libre », partenaire géopolitique des États-Unis. Non seulement, le processus demeure inachevé dans les Balkans occidentaux, plus encore en Ukraine et en Géorgie, restées en dehors du périmètre de sécurité de l'OTAN et donc exposées au retour de puissance de la Russie (voir l'absence de décision du désastreux sommet de Bucarest, 2-4 avril 2008). De surcroît, un hypothétique retrait américain, alors que l'Union européenne n'a pas atteint le seuil d'intensité critique qui la métamorphoserait en un acteur géostratégique global, soit un « grand attracteur » capable de défendre ses frontières et d'organiser un ensemble géopolitique paneuropéen ; les tendances politiques au sein des différents États membres de l'Union européenne ne jouent d'ailleurs pas en ce sens. Aussi la possibilité d'une autodestruction géopolitique du système américain induit la menace d'une déstructuration de l'Europe instituée (l'Union européenne et ses pays partenaires), d'un évidement de l'OTAN et de la fin de l'Occident en tant que communauté de destin (le *Commonwealth* géopolitique occidental).

La question de l'avenir de l'Amérique pose donc celle de l'avenir de l'Europe. Certains voudraient voir dans l'affaiblissement des premiers, avec ses conséquences pour l'OTAN, une chance pour l'Union européenne et la possibilité de développer une défense stratégiquement autonome. D'autres spéculent sur une illusoire « alliance des puissances moyennes » (2), censée ouvrir une « troisième voie », ou bien vaticinent sur l'Europe comme héraut d'un « *Brave new world* » multilatéral et onusien (l'Histoire devrait finir par lui rendre justice, croient-ils). En somme, ils recyclent la théorie du *soft power*, empruntée à Joseph S. Nye et déformée, théorie qui sublime l'impuissance européenne : on y verra le symétrique inversé du trumpisme (l'adoration du *hard power*). En filigrane, l'utopie d'une dissolution du « Politique », au sens le plus polémologique du terme, dans le moralisme, le juridisme et le multilatéralisme : une Europe post-historique

(1) Depuis l'adoption de la « doctrine Carter » (discours sur l'état de l'Union, 23 janvier 1980), la politique étrangère américaine affirme que toute tentative de prendre le contrôle du détroit d'Ormuz et du golfe Arabo-Persique serait inacceptable et qu'elle provoquerait des représailles. Désormais, l'Iran islamique et le sultanat d'Oman parlent ouvertement de faire acquitter un péage pour passer le détroit d'Ormuz.

(2) Voir le discours du Premier ministre canadien Mark Carney au Forum de Davos, le 20 janvier 2026, source d'inspiration de cette improbable vision des choses.



et post-politique qui échapperait à la malédiction des lois de la puissance et ferait la leçon au monde. Cette conception de l'Europe se fracassera sur les dures réalités du « Politique » et de ses présupposés (1).

En guise de conclusion

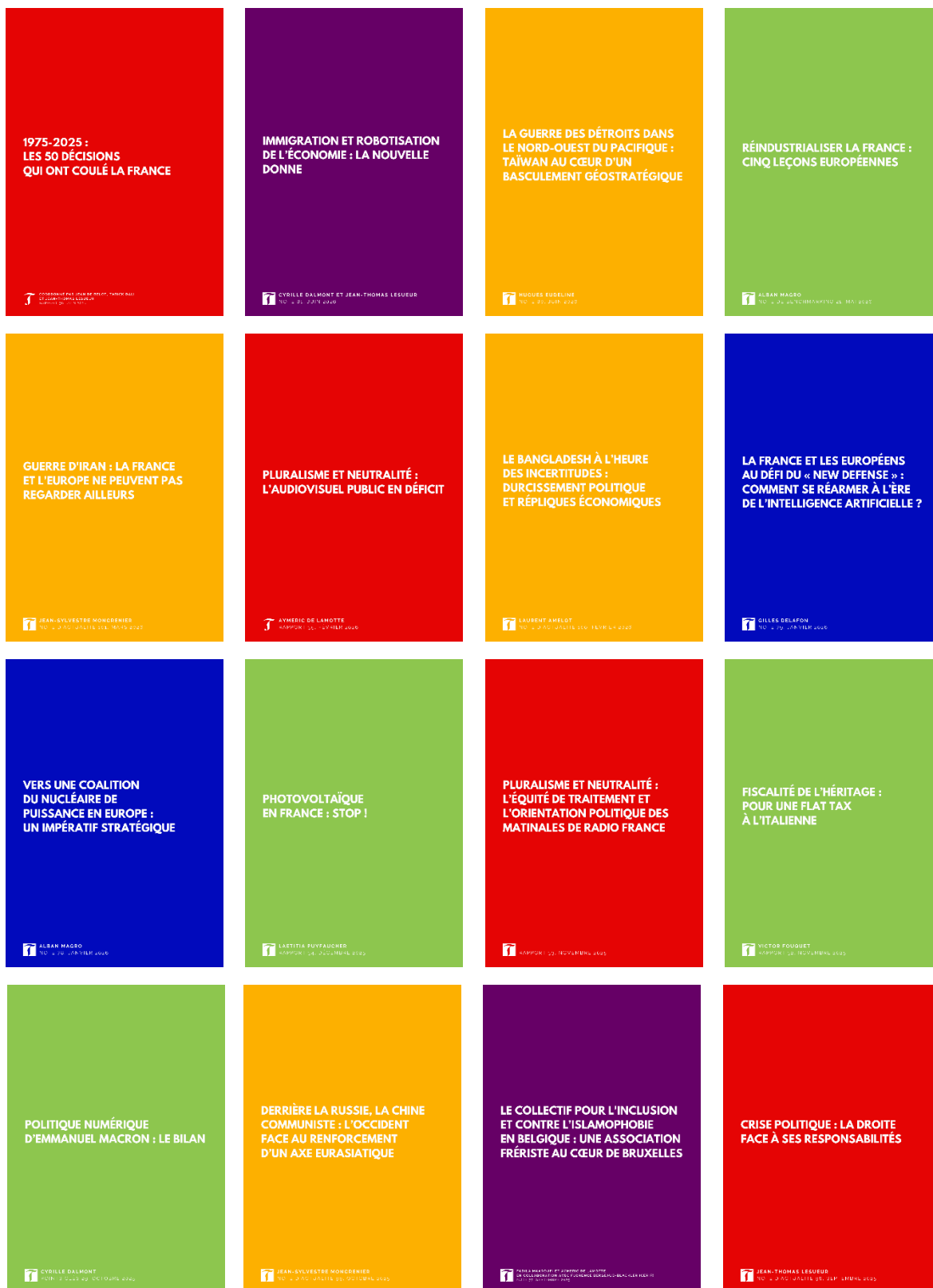
L'examen du contexte géopolitique international dans lequel se meuvent les États-Unis met en évidence le basculement des équilibres de puissance vers l'Asie. Ce processus historique menace de transformer l'Amérique en une lointaine « grande île » géostratégique, l'Europe renouant avec son passé précolombien, lorsqu'elle était comparable à un « petit cap de l'Asie », exposé aux effets des bouleversements de son *hinterland* eurasiatique (voir la dialectique nomades/sédentaires dans la grande steppe). Présentement, une Grande Eurasie sino-russe prend forme (une « Eurasie » plus chinoise que russe au demeurant), capable de projeter pouvoir et influence sur son boulevard méridional (le Grand Moyen-Orient), de polariser l'économie-monde et la diplomatie planétaire (Organisation de coopération de Shanghai, BRICS+ et « Sud global »). L'axe des CRANKs constitue la version offensive de ce monde non-occidental.

Confrontés à une révolution géopolitique d'ampleur séculaire, à savoir la clôture du long cycle historique ouvert par les Grandes Découvertes et la mondialisation ibérique, il importe au plus haut point que les Occidentaux de l'Ancien Monde et ceux du Nouveau Monde redécouvrent ce qui les unit et les rassemble. Le sommet du Groupe des Sept (Évian, 15-17 juin 2026) a permis une timide avancée dans la direction d'une position plus unitaire sur l'Ukraine et donc sur la Russie. En regard des tendances profondes de Donald Trump, rien n'est définitivement acquis mais chaque pas compte. Réuni à Ankara, les 7 et 8 juillet, le sommet de l'OTAN sera un autre moment décisif. En perspective, le « partage du fardeau » de la défense en Europe, sans faux-semblants et mauvaise foi, le rapprochement des positions sur le Moyen-Orient, où le « cas » iranien n'est décidément pas réglé, voire la définition d'une ligne commune à l'égard de la Chine communiste. Assurément, l'union est un combat.

(1) Cf. Julien Freund, *L'essence du politique*, Sirey, 1965.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur notre site





Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

© Institut Thomas More asbl, juillet 2026

Jean-Sylvestre Mongrenier est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Il vient de publier le *Dictionnaire géopolitique du monde occidental* (PUF, 2026).

